



## LE ETHOS DE L'UNIVERSITE DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION: UN DEBAT SUR LA PRODUCTION DE LA CONNAISSANCE, LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET L'EDUCATION DE L'ENVIRONNEMENT

Maria da Graça Nóbrega Bollmann<sup>1</sup>

### Resume

Les travailleurs des champs ont senti les problèmes de la politique d'expropriation des terres qui a atteint l'agriculture de subsistance, à Santa Catarina, Brésil. Le sommet des changements provoqués avec la monoculture de la canne à sucre, dont la finalité, à l'époque, a été de suppléer l'industrie du sucre, qui s'est produite dans les années 1990: déprédation du sol, pollution des rivières et déboisement, parmi d'autres effets. La transformation dans le monde du travail a été redessinée et l'exclusion sociale a acquis, dans cette région, des contours de multiples facettes: travail d'esclave, réduction de la production d'aliments et dégradation de l'environnement. Les tensions de ces années semblent revenir aujourd'hui avec le modèle énergétique adopté: production d'alcool de canne à sucre. Durant cette période, pour contenir cet impact, les travailleurs se sont organisés et ont résisté dans un processus de caractère éducatif plus ample, de lutte pour le droit à la terre, au salaire, à la santé, à l'éducation, à l'identité culturelle et à la préservation de l'environnement. Avec emphase dans les expériences et les pratiques socio-culturelles et avec la connaissance produite à l'Université, les mouvements sociaux ont rendu possible l'articulation entre différents acteurs dans un contexte politico-économique influencé par la mondialisation.

**Mots-clés:** Education; mouvements sociaux; dégradation de l'environnement; mondialisation.

---

<sup>1</sup> Docteur en Education par la Pontificia Universidade Católica de Rio de Janeiro (Brasil), concu leurs études post-doctorales par la Universidade de Lisboa (Portugal). Travaille comme professeur et coordénatrice dans le Programme de Post-Licence en Education á Universidade do Sul de Santa Catarina – Unisul. Intègre la Rede Ibero-americana de Investigações em Políticas Educacionais (RIAIPE), le RedeEstrado, le CLACSO et le Conseil International du Forum Mondial de l'Education. Doutora em Educação pela Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro atua como professora e coordenadora do Programa de Pós-Graduação em Educação da Universidade do Sul de Santa Catarina – Unisul, concluiu seus estudos pós-doutorais na Universidade de Lisboa-Portugal em 2009. Integra a Rede Ibero-americana de Investigações em Políticas Educacionais (RIAIPE), a RedeEstrado, o CLACSO e o Conselho Internacional do Fórum Mundial de Educação. E-mail: gracabol@uol.com.br; graca.bollmann@unisul.br

## Introduction

Ecrire sur la contribution de la production scientifique réalisée à l'université afin de qualifier la lutte contre-hégémonique développée dans et par les mouvements sociaux signifie circonscrire cette discussion au domaine du rôle que cette institution définit dans son articulation avec les mouvements organisés de la société brésilienne. Et, tout spécialement, son insertion comme principale responsable pour la recherche et la matérialisation de ses résultats en actions, qu'elles soient institutionnelles ou mouvements populaires, compromis avec l'amélioration de la qualité de vie de la planète.

Cela signifie aussi, présenter de nouveaux éléments qui ont contribué dans ce débat, additionnant des propositions sur l'éducation, l'environnement et la sustentabilité du Forum Mondial de l'Education/Forum Social Mondial réalisé en janvier 2009, à Belem do Pará, Région Amazonique<sup>2</sup>. Les discussions collectives et le résultat du débat international sur le thème ont occasionné l'articulation entre la connaissance élaborée dans les institutions de recherche et les mouvements sociaux.

Nous prétendons rendre problématique dans ce texte le caractère des mouvements sociaux dans sa dimension éducative, ayant dans l'université et dans les processus de recherche la qualification nécessaire qui, associée au savoir de la société et à la lutte politique, cherchent des alternatives pour la solution des problèmes, dans ce cas, les problèmes d'exploration dans le travail – travail esclave, de la réduction de l'agriculture de subsistance et ceux originaires de la dégradation de l'environnement.

Au sujet de la production de la connaissance et de son appropriation pour les mouvements de la société, Chaui (2003, p.8) souligne que le pouvoir économique se base sur la prise d'informations et, par conséquent, deviennent secrètes et constituent un champ de compétition économique et militaire sans précédents, en même temps qu'elles bloquent les pouvoirs démocratiques, lesquels sont basés sur le droit à l'information, aussi bien avec le droit de les obtenir que de les produire et les faire circuler socialement. Continuant sur cette réflexion, complémentaire:

---

<sup>2</sup> Près de 150.000 personnes ont participé, entre elles, militants, professeurs, chercheurs, représentantes de mouvements populaires, partis politiques, entités gouvernementales et non gouvernementales et bien d'autres mouvements sociaux luttant pour un "Autre Monde possible et nécessaire".

C'est exactement pour être une institution sociale différenciée et définie par son autonomie intellectuelle que l'université peut se relationner avec le tout de la société et l'Etat de manière conflictuelle, se divisant intérieurement entre ceux qui sont favorables et ceux qui sont contraire à la manière comment la société de classe et l'Etat renforcent la division et l'exclusion sociales (2003, p.14).

L'articulation de l'université, *ethos* de la production de la connaissance, avec les mouvements sociaux est d'une grande importance pour la société comme un tout et, la société organisée, oriente tout spécialement, les chemins de cette institution sociale dans le sens de sa contribution avec des éléments réflexifs et critiques pour l'action et le développement de ces mouvements. Dans cette logique, en même temps que l'université influence, elle est influencée sur comment et sur quoi rechercher.

Il est opportun de préciser qu'il s'agit ici, d'agrandir le débat sur un thème très discuté dans la décennie de 1990 et qui revient, avec questionnement, au point de vue des politiques de l'environnement et de sustentabilité, ayant comme référence la recherche à l'université et dans les mouvements sociaux. Reprendre ce débat signifie le faire, en l'insérant dans l'actuelle conjoncture et, principalement, dans la nouvelle politique énergétique brésilienne qui prévoit, entre d'autres alternatives, la production de l'alcool venant de tige de la canne à sucre.

Le travail empirique de la recherche qui soutient ce texte, du point de vue théorico-méthodologique, a été réalisé dans la région atteinte par la récente catastrophe de l'environnement dans les Vales dos Rios Tijucas et Itajai-Açu, dans l'Etat de Santa Catarina, et résulte de la thèse de doctorat en éducation, "Du Mouvement Social à l'Ecole Syndicale : la trajectoire de l'éducation de classe des travailleurs ruraux des Rios Tijucas et Itajai-Açu/Santa Catarina"<sup>3</sup>.

C'était dans cette région que, à la fin de la décennie de 1980 et au début des années 1990, les petits producteurs ruraux ont eu, en vertu du modèle politique-économique en vigueur, leur terres expropriées par l'élite de la canne à sucre, comme cela s'est produit sous le "colonelisme", dans les états de la région du nord-est du Brésil.

---

<sup>3</sup> La thèse de Doctorat défendue dans la Pontificia Católica de Rio de Janeiro (PUC-Rio), en 1992, a stimulée pour écrire ce texte, il y a très longtemps sa contribution, encore actuelle, aux études sur le caractère des relations du travail dans le champ, d'un côté, et sur l'environnement, de l'autre.

Ainsi, on prétend reprendre un problème de la décennie de 1990, ayant comme motif l'actuelle politique énergétique, qui parmi d'autres sources, comme celles d'origine des combustibles fossiles (gaz et pétrole) se maintient dans les bio-combustibles (maïs et tige de canne à sucre, entre autres).

On commence, dans cette étude, quelques indications sur le rôle de l'université, et tout spécialement, du chercheur et de la recherche qui suppose la redéfinition et le perfectionnement des concepts d'objectivité et de rigueur scientifique pour qu'il ne se perde pas, au nom de la neutralité et de l'objectivité impossible, toute la richesse possible d'être captée moyennant la compréhension dialectique de la réalité. Cette proposition s'oppose à la conception de la science positiviste, réduite à un ensemble de connaissances produites par des méthodes prouvées et objectives, comme si la science n'était pas un produit de l'action humaine et qu'elle était exemptée de la complexité des relations sociales. Cela dit, assumer que la production de la connaissance n'est pas séparée de la dynamique de la totalité de ces relations. Nous cherchons d'autres références pour cette question:

Quant à l'importance social des recherches, [...] il appartient aux Universités [...] les partenariats avec les mouvements sociaux nationaux et régionaux [...] pour que la société oriente les chemins de l'institution universitaire [...] pour qu'elle puisse offrir des éléments réflexifs et critiques pour l'action et le développement de ces mouvements (CHAUÍ, 2003, p.14).

Donc, il a été travaillé dans ce texte avec l'accumulation proportionnée une investigation réalisée dans le circuit d'une université de Santa Catarina que prévoyait ce genre de problèmes, depuis les relations de travail comme le retour au travail esclave, jusqu'à la dégradation de l'environnement – pollution des rivières, déboisement, extinction des espèces de la flore et de la faune de la Mata Atlântica dans la région mentionnée, objet d'organisation de mouvements sociaux dans la région.

La coupure géographique de la recherche réalisée contient la production de sucre de canne dans les Usines de Tijucas, commune du même nom et dans l'Usine Adelaide, les deux du Groupe Porto Belo, commune de Navegantes. Cette région catarinense est baignée par deux grandes rivières, Tijucas et Itajai-Açu, où l'usine était installée. Cette industrie a été la principale responsable pour l'expropriation des terres et du travail esclave, désobeissant et manquant de respect à toute la législation et les accords travaillistes en vigueur. En plus de cela, la monoculture de la canne à sucre a contribué pour le déboisement des réserves forestières et des arbustes de steppe de la région, avec la plantation, à l'époque, de plus de

10.000 hectares de canne à sucre dans des terres cultivables, tout au long des rivières Tijucas et Itajai-Açu, et de la route BR-101 et son voisinage, qui commence à Biguaçu, dans les proximités de Florianópolis, jusqu'à Barra Velha au nord, proche de la ville de Joinville, comprenant près de 120 kilomètres de zone couverte par la canne à sucre<sup>4</sup>.

Le symposium "l'Université, la production de la connaissance et ses oppositions dans les mouvements de préservation de l'environnement", qui s'est tenu à UFSC (2009) durant le XII Congrès International da Associação de Pesquisa Intercultural (ARIC), reflète cette préoccupation et occasionne de nombreuses discussions qui, on espère, reflètent l'importance de ce sujet dans le domaine de la production scientifique et du rôle défini dans ce sens par l'université. Le symposium a comme objectif de permettre, du point de vue de la production de la connaissance, la compréhension du problème des transformations internationales dans le monde du travail et de ses effets dans l'environnement. Notre point de départ se situe dans la compréhension que les changements structurels, conséquence de la mondialisation, dans sa complexité, définissent, aussi, un "nouvel ordre" dans l'environnement nécessaire à la vie et, donc, la sustentabilité de la planète.

La connaissance produite en différents espaces et temps de recherches à l'université a besoin de contribuer à réfléchir, sur au moins, trois dimensions de ce problème: l'importance de la manutention et l'amplification de l'emplacement universitaire pour la réalisation de la recherche scientifique; la socialisation de la connaissance comme une des finalités de l'université; l'encouragement à la construction de valeurs face à la relation des individus avec l'environnement. Comme l'affirme Grzybowski (1984, p. 39):

Les mouvements sociaux se constituent en espaces de socialisation politique, permettant aux travailleurs:  
en premier lieu, l'apprentissage pratique de comment s'unir, s'organiser, participer, négocier et lutter; en second lieu, l'élaboration de l'identité sociale, la conscience de leurs intérêts, droits et revendications; finalement, l'appréhension critique de leur monde, de leurs pratiques, et leurs représentations sociales et culturelles.

Dans cette perspective, la contribution au débat sur les questions de comment s'articulent les connaissances produites dans l'université est pertinente et aussi, les

---

<sup>4</sup> C'était dans ces régions que, depuis les années 1970 jusqu'au début de 1990, les petits producteurs ruraux ont eu, en vertu du modèle politico-économique en vigueur, leurs terres expropriées par l'élite de la canne à sucre, tel que le "colonelisme", encore en vigueur,, dans les états de la région du nord-est du Brésil. Cela a beaucoup contribué au déboisement de zone couverte d'arbustes de steppe, afin de donner la place à des plantations de canne à sucre de la raffinerie USATI-Portobello.

mouvements sociaux dans un contexte politico-économique influencé par la mondialisation. L'éducation de l'environnement peut stimuler la construction de valeurs importantes à la posture de l'individu en relation avec l'environnement? Comment associer les études des sciences et, en particulier, quelles sont les contributions de la Chimie dans les études de l'environnement?

### **L'histoire de la recherche et la recherche de l'histoire: avancements et reculs dans l'environnement et dans le monde du travail**

Les vallées des Rios Tijucas et Itajai-Açu, scène de la tragédie de l'environnement en 2008, à Santa Catarina, région située au nord-ouest de cet Etat, qui a affronté, ces quarante dernières années, des problèmes résultants de la politique d'expropriation des terres qui a atteint, en grande quantité, les petits producteurs ruraux de l'agriculture de subsistance. Dans la logique de l'exclusion sociale et soutenu dans le processus de la transformation du monde du travail, entre autres conséquences de l'expropriation, apparaît le travail esclave, car ceux qui possédaient de la terre pour la production d'aliments, ont été élevés à la catégorie de "main d'oeuvre saisonnière". L'espace géographique des berges de ces grandes rivières, où était cultivée la banane, le haricot, l'ananas, le maïs, le riz, et où il y avait un petit troupeau de bétail et cochons, a été peu à peu transformé, en un véritable "océan" vert de canne à sucre afin d'approvisionner l'industrie du Grupo Portobello<sup>5</sup>, à Usina de Açucar Adelaide de Tijucas – Santa Catarina (USATI-SC). L'étude montre que, du point de vue de l'histoire politique économique de cet Etat, la clientèle politique a assumé sa tendance plus problématique dans l'Etat durant cette période, coïncidant avec les oligarchies civiles qui s'alternaient dans le pouvoir. Au delà de la dramatique expropriation des terres cultivables substituant l'agriculture de subsistance par la monoculture de la canne à sucre, la dégradation de l'environnement du sol, de la rivière, le déboisement, la fin de différentes plantes natives, comme les arbustes de steppe de la flore côtière catarinense et des petits animaux et insectes de la faune sur les berges de ces rivières, a caractérisé et aggravé, encore plus, les effets perverses de l'institution gouvernementale qui n'a pas épargné les efforts

---

<sup>5</sup> La Portobello S/A, qui fait partie d'un groupe d'entreprises, a été fondée en 1944 avec la constitution de Usina de Açucar S/A – USATI, à Santa Catarina. Elle travaille aussi dans le secteur de la céramique, la minération et la production de sucre, entre bien d'autres produits. Dans le secteur du sucre, elle exerce avec deux Usines: Usina Adelaide, des familles Gomes et Bornhausen, dans la commune de Navegantes, entre Itajai et Blumeneau, et Usina Tijucas dans la commune du même nom.

pour faire usage du pouvoir institué pour le bénéfice de l'oligarchie, dans un processus capitaliste excluant. L'installation de ce processus, entre les décennies de 1940 jusqu'aux années 1990 et ses transformations jusqu'à aujourd'hui, dans la région, a correspondu au modèle agro-exportateur, dans le cas du sucre, en vigueur à l'époque et, actuellement, délivré dans l'actuelle politique de production de l'alcool, pour pourvoir au niveau mondial, dans ce cas, la décision du G-8 sur le modèle énergétique moins pollueur, mais qui est, dans le chemin de cette politique, engendrant sérieuses conséquences pour la production d'aliments des pays producteurs, comme le Brésil.

L'intervention de l'Etat dans l'économie était réalisée par les politiques sociales de marque clientéliste. L'option pour l'exportation du sucre et, actuellement, la tendance pour l'exportation de l'alcool comme modèle énergétique, la manière de résoudre les problèmes de la pollution de l'environnement, arrive par produire d'autres conséquences et désastres dans l'environnement et dans le monde du travail. Nous avons recouru à Mézaros (2009) qui nous aide à comprendre cette question:

Nous allons penser sur ce qui s'est passé il y a peu de temps. Combien de miracles avons nous eu durant la période d'après guerre? Le Miracle Allemand, le Miracle Brésilien, le Miracle Japonais, le Miracle des cinq Tigres Asiatiques? Curieux que tous ces miracles se sont converti dans la plus terrible réalité prosaïque. Le dénominateur commun de toutes ces réalités est l'endettement désastreux et la fraude. [...] La fraude, la domination du capital et l'exploration de la classe travailliste ne peuvent continuer pour toujours. Les producteurs ne peuvent pas être pour toujours et constamment sous contrôle. Marx argumente que les capitalistes sont simplement des personnifications du capital. Ils ne sont pas des agents libres; ils exécutent les impératifs du système<sup>6</sup>.

Dans les années 1990, dans une tentative impaire de raconter les effets perverses de la monoculture du sucre dans le Vale dos Rios Tijucas et Itajai-Açu, les syndicats ruraux, organisés antérieurement contre la politique du prix du tabac et des problèmes déclenchés pour cette culture, s'unissent aux mouvements de la Commission Pastorale de la Terre, au parti politique d'opposition aux gouvernements, provincial et fédéral, déclenchant un processus de résistance sans antécédents dans l'histoire de la région. Le processus de résistance qui a duré plus d'une décennie, a assumé un caractère éducatif plus ample de lutte pour le droit à la terre, au salaire, à la santé, à l'éducation, à l'identité culturelle et à la préservation de l'environnement, se soutenant, théoriquement, dans la construction de

---

<sup>6</sup> MÈSZAROS, I. Interview concédée à la Fondation Lauro Campos par Judith Orr et Patrick Ward, en janvier 2009. Disponible à :[http://www.socialismo.org.br/portal informação](http://www.socialismo.org.br/portal_informação)

forças contre-hégémoniques, avec emphase dans les expériences et pratiques socio-culturelles basées sur un savoir faire collectif et partagé, sans exclure les aspects de la formation de la conscience de classe, comme base du processus d'éducation dans les mouvements et pour les mouvements sociaux de la région, dans un contexte politico-économique influencé par la mondialisation neo-libérale.

### **Université, Mouvements Sociaux et Education de l'Environnement: comment ils s'articulent et la recherche de théorie**

Cette étude s'est consolidée dans l'analyse de la structure agraire de Santa Catarina, dans les contradictions de classes et concentration de revenu, caractéristiques du modèle capitaliste qui exclu, dans sa version neo-libérale et sans l'analyse des formes de resistance au travail esclave et à la déprédation de l'environnement.

Analyser le caractère éducatif des mouvements sociaux et son articulation avec l'institution universitaire et le rôle joué dans ce processus par les entités telle que syndicat rural et l'église se sont constitués des objectifs se rapportant à la recherche.

Dans une conjoncture politique et économique de domination, d'exploration et de prolétarianisation historique des travailleurs des champs, cette région n'échappe pas à la règle. La production de la canne à sucre au Brésil, à l'époque de la colonie, a enrichi la oligarchie dans quelques états de la fédération, spécialement, les états du nord-est. Au sud du pays, par la caractéristique agraire de petites propriétés en vertu de l'immigration européenne, avec très peu de latifundium – mais, dans la région de plantation de canne à sucre, déjà citée, elle s'est constituée, contradictoirement, en un espace de substitution de terre d'agriculture en grande extension de monoculture para la production de canne à sucre, avec toutes les conséquences que cela déterminait, et embouties dans la grande propriété.

L'histoire du processus d'expropriation des terres sur le litoral nord de Santa Catarina a été initié dans les années 1940, mais a atteint son sommet dans les décénies de 1970 et 1980. Avec la vente des terres des petits propriétaires qui plantaient, en plus des produits d'agriculture de subsistance, de la canne à sucre pour la production artisanale de sucre réalisée dans les moulins à sucre de la région. L'appauvrissement et l'absence de politiques agricoles qui pourraient stimuler les petits producteurs ruraux les ont obligés a vendre leurs terres aux propriétaires de l'Industrie Açucareira USATI, dont les activités ont commencées en 1944 et et ont suivies la logique de la reproduction du capital. Ainsi, découragés par la



difficile commercialisation de leur produit, le sucre de canne, les petits producteurs se sont vu obligés de vendre leur terres et devenir employés de cette industrie mentionnée. Garantissant le monopole de la production et de la commercialisation du sucre à travers du processus d’extinction des équipements, la production a été élargie dans un processus sans précédents dans l’histoire de l’économie de Santa Catarina.

Dans la décennie de 1970, dans Vales dos Rios Tijucas et Itajai-Açu, s’est intensifié le processus d’acquisition de terres des petits producteurs ruraux, planteurs de canne à sucre et fournisseurs pour l’Usine, ce qui a contribué à augmenter l’exode rurale et la croissance du processus d’embauchement, caractérisé par le travail esclave selon des dépouillements et expériences de cette recherche.

Ainsi, déjà se manifestait la substitution de la plantation d’aliments, de la culture de subsistance pour la monoculture de la canne à sucre, nécessaire au modèle économique en vigueur dans le pays qui sustentar qui soutenait les élites urbaines et rurales.

Quelques facteurs ont favorisés l’expansion du capital initial de l’Usine: la politique économique du prix du sucre; l’ampliation de la zone de leurs terres; les articulations politiques et l’appui du gouvernement provincial, caractéristique du modèle clientéliste associé au crédit subventionné, à l’admistie et à l’exemption fiscale, créant, ainsi, des facilités au grand producteur rural de la monoculture, les moyens de production nécessaires à la reproduction du capital. (BOLLMANN, 1992, p.157)

Ayant comme origine la fin des moulins à sucre, passant par l’expropriation des terres et sa conséquente concentration, l’Usine, dans son accumulation capitaliste historique, a comptée avec ses relations de favoritisme dans la société politique et civile qui l’a bénéficiée, des relations qui ont aussi permi la reproduction de symbiose entre les pouvoirs institués et constitués. Il y avait le comportement de permissivité avec la grande production, créant tout le genre d’appui politique avec la participation dans les gouvernements de représentants des oligarchies locales de Tijucas et Itajai, principalement, et la participation des profits de la grande entreprise se faisait par la pratique du népotisme familial.

Ce monopole pour les élites sur les institutions politiques s’est constitué dans une entrave au processus de démocratisation au Brésil, spécialement à Santa Catarina. Comme le souligne O’Donnel (1988, p.47), “il y a nécessité de consolidation des normes et des institutions classiques de la démocratie (arène politique) comme condition de la propre

démocratisation substantive au niveau économique, sociale et culturelle qui développe pleinement la participation populaire.”

L’histoire de la bourgeoisie brésilienne – dans laquelle est incluse l’histoire des propriétaires de USATI – met en pleine évidence la réussite dans le processus d’expansion du capital sur l’exploration du travail, afin de préserver l’existence de “l’ivresse financière” de l’investissement pour gérer plus de profit dans le marché des capitaux. Pour matérialiser cet idéal, l’entreprise se maintient comme sujet social et politique extrêmement autoritaire, mis en évidence dans les pratiques clientélistes et patrimoniales de la politique “oligarchique”.

Dans ce sens, la contribution, assez actuelle, de Cário (1989, p.166-7), si associée à l’emblématique situation des champs, aujourd’hui, avec l’ampliation de la monoculture de la canne à sucre, analyse la conjoncture de cette période, à la fin des années 1980 et nous aide à réfléchir et à comprendre ce problème:

D’une certaine forme, le gouvernement a fait des efforts pour conditionner la culture de la canne à sucre et de l’alcool [...].

Dans l’étendue de la commercialisation, le gouvernement assume la figure de monopoliste, puisque en plus de déterminer les quantités à être acquises, il se constitue l’unique et exclusif exportateur des sous-produits de sucre et alcool.

Se situant dans une société où les élites dominant la politique, dans le champ ou dans la ville, les mouvements sociaux se constituent en un contrepoint à cette domination hégémonique. Dans l’extrait historique de cette étude, dans la région des Vales dos Rios Tijucas et Itajai-Açu, des évidences ont montré les luttes organisées par les petits producteurs de l’agriculture de subsistance, postérieurement transformés en salariés ruraux, par la vente de la petite propriété (20 hectares) à la grande entreprise. La culture, dans la condition des travailleurs ruraux esclaves, dominés par des conditions déshumaines de travail, a déflagrée son organisation avec l’appui des syndicats ruraux et pastoraux de la terre.

Face à l’expropriation des terres, aux conditions de travail et à l’absence total des moyens de production, les travailleurs se sont organisés pour lutter pour de meilleurs salaires et conditions dignes de travail. Ils sont devenu l’objet d’une lutte plus ample : la lutte contre l’hégémonie et en faveur d’un modèle de société plus juste et égalitaire, à partir

d'une conception de démocratie et d'Etat cohérent avec la restauration de la dignité humaine.

Questions comme: quel est le caractère éducatif de ces mouvements dans le sens de la formation d'une conscience de classe du travailleur rural et, dans cette perspective, quel est le rôle joué par le parti politique, le syndicat rural et l'église? Quel est le rôle de la connaissance, compris comme une accumulation scientifique de l'université et ses résistances aux mouvements sociaux, ont été les formulations de cette étude?

Goldmann (1979) a contribué dans cette analyse pour comprendre le rôle de la connaissance et de son articulation avec les mouvements sociaux:

Partant du principe fondamental de la pensée dialectique – c'est-à-dire, du principe que la connaissance des faits empiriques reste abstraite et superficielle jusqu'à ce qu'elle soit concrétisée par son intégration à l'unique ensemble qui permet de dépasser le phénomène partiel et abstrait pour arriver à son essence concrète et, implicitement, arriver à sa signification – nous ne croyons pas que la pensée et l'oeuvre d'un auteur peuvent être comprises par elles mêmes si nous persistons dans le plan des écrits et même dans celui de la lecture et des influences. La pensée est seulement un aspect de la réalité moins abstraite: l'homme vif et entier. Et cela, pour une fois, c'est seulement un élément de l'ensemble du groupe social.

Une idée, une oeuvre seulement reçoit sa véritable signification quand elle est intégrée à l'ensemble d'une vie et d'un comportement. En plus de cela, il arrive très fréquemment que le comportement qui permet de comprendre l'oeuvre n'est pas de l'auteur, mais celui du groupe social (auquel l'auteur peut ne pas appartenir) et, avant tout quand il s'agit d'oeuvres importantes, le comportement d'une classe social.

### **La difficile décision du Brésil dans son projet énergétique : les dommages de l'environnement ou le manque d'aliments?**

L'actualité brésilienne énergétique indique nombreuses propositions depuis le sol, le vent, l'éthanol et, principalement, les hydro-électriques pour être la source meilleur marché, même en sachant que l'énergie provient des vents, par la forme d'énergie éolienne – le Brésil utilisera, en 2017, seulement 1% de ce genre d'énergie -, la majorité provenant des états du nord-est brésilien. Ou bien, même étant la plus conviviale du point de vue de l'environnement mondial, pays comme le Brésil parient encore sur l'utilisation d'énergies alternatives en provenance des combustibles fossiles (Pré-Sel) d'un côté et, de l'autre, des dérivés du bio-combustible, dans ce cas, l'éthanol de la canne à sucre.

Des données du Ministère des Mines et Energie, de 2009<sup>7</sup>, indiquent pour une inversion financière et un projet, amenant l'éthanol à occuper une position importante jusqu'en 2030. La projection de l'offre interne d'énergie, en accord avec cette source d'information montre que, avec une base dans les données de 2005, les énergies non renouvelables, comme le pétrole et ses dérivés, étaient de 30,7% et que, conjointement avec le gaz naturel (9,4%), le charbon minéral et ses dérivés (6,3%) puis l'uranium et dérivés (1,2%), faisait un total de 55,5% d'utilisation de ce genre de combustible. Pour 2030, ce pourcentage devra seulement baisser à 53,0% (28,0 et 9,4%), respectivement, amplifiant la génération énergétique pour le charbon minéral à 6,9% et à 3,0% pour l'uranium. Nous ne rentrerons pas avec cette étude dans la discussion et l'analyse des problèmes résultants de cette matrice énergétique, par la décision de définir nous mêmes notre présentation sur la problématique de l'éthanol de la canne à sucre et ses conséquences dans le monde du travail et de la production d'aliments.

En relation à l'utilisation d'énergies renouvelables, les pourcentages en 2005 étaient : hydraulique et électricité: 14,8%; bois de chauffage et charbon végétal: 13,0%; **canne à sucre et dérivés: 13,8%** et autres sources primaires renouvelables: 2,9%. Pour 2030, les pourcentages prévus sont: hydraulique et électricité: 13,5%, donc, baissant ce type de source énergétique; bois de chauffage et charbon végétal: 5,5%, baissant aussi, comme dans le cas antérieur; **canne à sucre et dérivés**, cependant, **il augmente considérablement de 13,8% à 18,5%**, et autres sources primaires renouvelables, à 9,1%.

Il y a aussi l'intention du gouvernement de stimuler la culture de la canne à sucre à partir de la petite propriété, ce qui peut être minimiserait le problème des relations de travail avec le grand propriétaire, toutefois, les problèmes résultants de l'usage des terres pour l'agriculture de subsistance, par conséquent, la production d'aliments, s'aggraverait.

Actuellement le Brésil répond pour plus de 7 millions d'hectares avec la culture de la canne à sucre, desquels, 3 millions sont destinés à la production de sucre et 4 millions pour l'alcool et 23 millions d'hectares de culture de soja pour l'exportation, ce qui place le Brésil entre les pays qui exportent le plus ce type de graine, dilapidant le sol cultivable au mérite agro-exportation. Selon l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), il y a, au Brésil, 177 millions d'hectares (Mha) de terres couvertes pour le pâturage, 440 Mha de forêts

---

<sup>7</sup> En accord avec le Reportage Spécial sur l'Infrastructure – Energie, réalisé par la Revista Carta Capital, n.531, le 4 février 2009, p.50

natives et 152 Mha de terres cultivables, desquelles seulement 62 Mha sont utilisés, ce qui permet de calculer que, pour étendre l'agriculture sans déboisement, il reste 90 Mha.

La question est de décider pour la meilleure option, bien que les plans du Ministère des Mines et Energie pour le modèle énergétique brésilien jusqu'à 2030, sont d'augmenter la consommation de l'alcool et le pourcentage d'alcool dans l'essence de 20%. Luiz Pinguelli Rosa<sup>8</sup>, physicien et directeur de la Coordonation des Programmes de Post-Licence en Ingénieries da UFRJ (Coppe), questionne si le Brésil pourra approvisionner le marché extérieur, car il aurait besoin de produire comme 23 milliards de barils d'alcool par jour, ou bien, 6 fois plus de la production actuelle. Pour autant, il aurait besoin d'utiliser pour le moins 24 Mha des 90 Mha destinés à la production d'aliments, ce qui serait une partie de la zone cultivable du pays. Face à cela, d'autres questions viennent s'associer, selon ce chercheur, "il est convenient pour le Brésil de devenir un grand exportateur d'énergie renouvelable et de ses dérivés?" Ceci nous permet de nous enquérir, aussi: de quel état parlons nous? Qui décide? Nous cherchons en Chomsky (2007, p. 52) l'inspiration pour ces questions:

L'élite corporative d'administrateurs et propriétaires gouverne l'économie et aussi le système politique – pour le moins en grande partie. Le dénommé peuple exerce un choix occasionel entre ce que Marx a appelé une fois de "les factions rivales et les aventuriers des classes dirigeantes". Et ceux qui trouvent cette caractérisation trop pressée peuvent préférer les formulations d'un théoricien démocratique moderne comme Joseph Schumpeter, qui décrit favorablement la démocratie politique moderne, comme un système en quoi "la décision des questions pour l'électorat [est] secondaire à l'élection des hommes qui iront décider". Il dit avec beaucoup de propriété, qu'il est un groupe dont les membres se proposent d'agir d'un commun accord dans la lutte compétitive pour le pouvoir politique. Si cela n'était pas ainsi, il serait impossible que des partis différents adoptent exactement ou presque le même programme.

C'est ce même groupe qui, étant au courant du mercantilisme, de la vie dans toutes ses formes, défini, avec le consentement du(des) gouvernement(s), les intérêts de l'élite corporative, avec quelques ou peu de modifications, bien que cela se fasse en dehors de la volonté de la majorité, des programmes de recherche scientifique et technologique, et aussi en dehors de la vie sur la planète.

---

<sup>8</sup> L'interview donnée à la Revista Carta Capital n. 527-A, de dec.2008/jan.2009, par le professeur docteur Luiz Pinguelli Rosa, de la COPPE/UFRJ, p.15.

Au Brésil, dans un passé récent, la démission de la Ministre de l'Environnement Marina Silva a été influencée, comme tout l'indique, par "l'empire de l'extérieur", expression utilisée par (Chomsky, 2007, p.53).

Selon la matière véhiculée dans le Journal "Público", de Lisbonne, Portugal, en mai 2008, la Secrétaire de WWF – Brésil, organisation non-gouvernementale (ONG) qui s'occupe de la conservation de la bio-diversité dans le pays, a affirmé que la démission de Marina Silva du Ministère de l'Environnement "fera augmenter la pression externe pour l'utilisation du territoire amazonique pour la culture des bio-combustibles"<sup>9</sup>.

Il y a aussi dans la ligne des critiques, se référant au programme de la production d'éthanol dérivé de la canne à sucre, Jean Ziegler<sup>10</sup> attaque le "reféodalisme" de la société, accusant le Brésil de contribuer pour l'augmentation de la faim dans le monde pour investir dans cette source énergétique. Selon ce chercheur:

Le monstre est de retour. Quatre siècles après avoir engraisé les as servir les misérables de la période coloniale, a la canne à sucre revient a gagner la même auréole de sainteté au Brésil. Et avec des effets sociaux semblables. (Ziegler, ....)

Cela se refere au bio-combustible comme um des principaux facteurs de hausse de prix des produits agricoles de base, avec l'impact directe de l'augmentation de la faim dans le monde et au Programme Energétique Brésilien, dans le cas, de la production de bio-combustible d'éthanol de canne à sucre, critiquant la conversion des terres de l'agriculture en terres pour le bio-éthanol.

## Conclusion

Le monde vit une crise, le modèle hégémonique rentre dans une phase de récession aiguë et, au Brésil, les entrepreneurs, de manière générale, transfèrent leur argent à l'extérieur à travers du processus de libéralisation sans internalisation, se liant uniquement aux oscillations des changes, les néo-classiques (néo-libéraux) et les "keynesiens" qui accordent des mesures économiques basées sur une politique fiscale austère, se rapprochent chaque fois plus. Dans cette conjoncture, avec les mouvements sociaux de ceux

<sup>9</sup> En accord avec la matière signée par le reporter Nuno Amaral, dans le Journal Public de Lisbonne, le 15 mai 2008, p.22.

<sup>10</sup> L'interview donnée par Jean Ziegler, narrateur spécial da ONU sur le Droit d'Alimentation et ex député socialiste, au journaliste de Follha de São Paulo, Marcelo Ninio, à Genève, Suisse et publiée dans la Caderno MAIS, le 2 dezembro 2007, p.6.

qui revendiquent et ceux de la classe fragilisée, le Brésil commence à donner des signes de recul dans la croissance de l'économie, le chômage étant une menace et l'appauvrissement de la nation, une réalité. Le marché donne des signes de fatigue et le miracle espéré est chaque fois plus distant. L'Etat, qui devait intervenir, se contredit face aux questions socio-ambientales qui décrivent cette crise. Marché et démocratie? Marché et citoyenneté? Si c'est le marché qui définit et redéfinit nos façons de vivre, comment travailler l'éducation et l'environnement? Comment la recherche à l'université peut aider à construire de nouveaux chemins alternatifs de comment traiter avec l'environnement et la formation de l'éducation?

Le Brésil répond pour l'augmentation de 3,8% du déboisement, entre 2007 et 2008, au lieu du déboisement "zéro" en Amazonie. Et, c'était dans cette région de grandes contradictions pour l'environnement que fut réalisé, en janvier 2009, le Forum Social Mondial et, le Forum Mondial de l'Education, réunissant des mouvements sociaux du monde entier, avec la présence d'environnementalistes, d'éducateurs, chercheurs, mouvements populaires, démonstration vigoureuse qui exprime la lutte pour la sustentabilité de la planète. Dans cette perspective, l'éducation acquiert une importance fondamentale et élabore des propositions relatives à l'Education, à l'Environnement et à la Sustentabilité<sup>11</sup>, que nous avons présenté ici en résumé:

- Une éducation de l'environnement intégrale en qualité sociale, basé dans l'interdisciplinarité, formée par des citoyens critiques et créatifs, sujets du processus historique sans opposition du système dominant, où les éducateurs avaient toute liberté d'exercer leur fonction éthique-politique et écologique dans la construction d'une société d'émancipation.
- L'éco-pédagogie comme base philosophique pour la formation humaine intégrale dans les différents niveaux et modalités de l'éducation qui contribue à entendre que la nature est un moyen qui fini, lequel rend possible l'édification de pratiques écologiques de conservation et préservation des divers moyens naturels et des populations.

---

<sup>11</sup> Dans le Forum Mondial de l'Education (FME), réalisé au Forum Social Mondial (FSM), il a été discutés cinq axes sur le thème éducation: Axe Education, Environnement et Sustentabilité, coordonné par les professeurs, Dr. Alcir Brandão, da Universidade Federal da Amazonia, Sérgio Corrêa, da Universidade do Estado do Pará, les deux de Belem, et cette auteur. Ce travail collectif a réuni 500 personnes dans la Plénière de Discussion. Le 27 janvier 2009, dans la Plénière Finale, ont été présentées les propositions systématisées pour cette Commission, aux 10.000 personnes présentes du Centre de Conventions Hangar de Belém.

- Une éducation qui partage les expériences, les connaissances et développe les valeurs et la dignité de l'être humain.
- Une éducation responsable et inclusive qui forme le citoyen pour le travail humain et pour la vie.
- Une sustentabilité comme forme de développement social, culturel, ambiant, comportemental et de valeurs, ayant comme objectif principal garantir la qualité de vie et le futur de l'humanité.
- Des actions installées dans les institutions de l'enseignement, afin d'obtenir une connaissance scientifique de développement et de sustentabilité sociale, une fois que dans le système éducatif réside la base fondamentale pour la véritable révolution.
- L'Etat que nous désirons est un Etat démocratique compromis avec les politiques publiques, avec la participation et les intérêts de la majorité, qui garantissent les droits universels et les différences, s'opposant au paradigme du marché.
- Il est important que l'on construise un Etat qui rend possible le pouvoir de contrôle de la société civile, créant, amplifiant et fortifiant afin de construire une société participative, active, sensibilisée, socialement intégrée, plus égalitaire et plus humaine, une société moins consummatrice et fragmentée sur ses axes de connaissance, rationaliste et économique, un être humain qui pense à la complexité de la vie dans le sens de mouvements de conflits existentiels durables, avec l'intention de former des êtres otodologiquement indociles et transformateurs, un être humain solidaire et participatif.
- Une éducation qui forme les personnes pour une finalité de cohabiter respectueusement en société et, aussi, avec l'espace où elles vivent, ce qui rend possible à l'être humain de se connaître lui-même dans la relation et l'intégration avec les personnes et le monde.
- Un être humain qui peut vivre sans inégalité sociale et raciale, avec opportunités avec respect aux différences, inclus socialement et qui possède une éducation qui reconnaît et valorise les savoirs traditionnels des peuples de la forêt et de la amazonique, consciente environnementalement, qui contribue éthiquement avec ses actions.



## **O ETHOS DA UNIVERSIDADE NO CONTEXTO DA GLOBALIZAÇÃO: UM DEBATE SOBRE A PRODUÇÃO DO CONHECIMENTO, OS MOVIMENTOS SOCIAIS E A EDUCAÇÃO AMBIENTAL.**

### **Resumo**

Trabalhadores do campo vivenciaram problemas da política de expropriação de terras que atingiu a agricultura de subsistência, em Santa Catarina, Brasil. O ápice das mudanças provocadas com a monocultura da cana-de-açúcar, cuja finalidade, à época, foi suprir a indústria açucareira, ocorreu nos anos de 1990: depredação do solo, poluição dos rios e desmatamento, entre outros efeitos. A transformação no mundo do trabalho foi redesenhada e a exclusão social adquiriu, naquela região, contornos multifacetados: trabalho escravo, redução da produção de alimentos e degradação ambiental. Os embates daqueles anos parecem retornar hoje com o modelo energético adotado: produção de álcool de cana-de-açúcar. Naquele período, para conter esse impacto, os trabalhadores organizaram-se e resistiram em um processo de caráter educativo mais amplo, de luta pelo direito à terra, ao salário, à saúde, à educação, à identidade cultural e à preservação ambiental. Com ênfase nas vivências e práticas socioculturais e no conhecimento produzido na Universidade, os movimentos sociais possibilitaram a articulação entre diferentes atores, num contexto político-econômico influenciado pela globalização.

**Palavras-chave:** Educação; movimentos sociais; degradação ambiental; globalização.

### **Introdução**

Escrever sobre a contribuição da produção científica realizada na universidade para qualificar a luta contra-hegemônica desenvolvida nos e pelos movimentos sociais significa circunscrever essa discussão ao domínio do papel que essa instituição desempenha na sua articulação com os movimentos organizados da sociedade brasileira. E, em especial, sua inserção como principal responsável pela pesquisa e a materialização dos seus resultados em ações, sejam institucionais, sejam dos movimentos populares, comprometidos com a melhoria da qualidade da vida no planeta.

Significa, também, apresentar novos elementos que contribuam para esse debate, agregando propostas sobre educação, meio ambiente e sustentabilidade do Fórum Mundial de Educação/Fórum Social Mundial realizado em janeiro de 2009, em Belém do Pará, na Região Amazônica.<sup>12</sup> As discussões coletivas e o resultado do debate internacional sobre o

---

<sup>12</sup> Nele participaram em torno de 150.000 pessoas entre militantes, professores, pesquisadores, representantes de movimentos populares, partidos políticos, entidades governamentais e não-governamentais e outros movimentos sociais que lutam por um “Outro Mundo possível e necessário”.

tema ensejaram a articulação entre o conhecimento elaborado nas instituições de pesquisa e os movimentos sociais.

Pretendemos problematizar neste texto o caráter dos movimentos sociais em sua dimensão educativa, tendo na universidade e nos processos de pesquisa a necessária qualificação que, associada ao saber da sociedade e à luta política, buscam alternativas para a solução dos problemas, nesse caso, os problemas de exploração no trabalho – trabalho escravo, da redução da agricultura de subsistência e aqueles oriundos da degradação ambiental.

Sobre a produção do conhecimento e sua apropriação pelos movimentos da sociedade, Chauí (2003, p.8) sublinha que o poder econômico se baseia na posse de informações e, portanto, essas se tornam secretas e constituem um campo de competição econômica e militar sem precedentes, ao mesmo tempo em que bloqueiam poderes democráticos, os quais se baseiam no direito à informação, tanto o direito de obtê-las como o de produzi-las e fazê-las circular socialmente. Continuando sobre essa reflexão, complementa:

É exatamente por ser uma instituição social diferenciada e definida por sua autonomia intelectual que a universidade pode relacionar-se com o todo da sociedade e com o Estado de maneira conflituosa, dividindo-se internamente entre os que são favoráveis e os que são contrários à maneira como a sociedade de classe e o Estado reforçam a divisão e a exclusão sociais (2003, p.14).

A articulação da universidade, *ethos* da produção do conhecimento, com os movimentos sociais é de suma importância para que a sociedade como um todo e a sociedade organizada, em especial, oriente os caminhos dessa instituição social no sentido da sua contribuição com elementos reflexivos e críticos para a ação e o desenvolvimento desses movimentos. Nessa lógica, ao mesmo tempo em que a universidade influencia, é influenciada sobre o que e como pesquisar.

É oportuno salientar que tratamos, aqui, de ampliar o debate sobre um tema muito discutido na década de 1990 e que retorna, com questionamento, do ponto de vista das políticas ambientais e de sustentabilidade, tendo como referência a pesquisa na universidade e nos movimentos sociais. Retomar esse debate significa fazê-lo, inserindo-o na atual conjuntura e, principalmente, na nova política energética brasileira que prevê, entre outras alternativas, a produção do álcool do bagaço da cana-de-açúcar.

O trabalho empírico da pesquisa que sustenta este texto, do ponto de vista teórico-metodológico, foi realizado na região atingida pela recente catástrofe ambiental nos Vales dos Rios Tijucas e Itajaí-Açu, no Estado de Santa Catarina, e resulta da tese de doutorado em educação, “Do Movimento Social à Escola Sindical: a trajetória da educação de classe dos trabalhadores rurais dos Rios Tijucas e Itajaí-Açu/Santa Catarina”.<sup>13</sup>

Foi nessa região que, ao final da década de 1980 e início dos anos 1990, os pequenos produtores rurais tiveram, em virtude do modelo político-econômico vigente, suas terras expropriadas pela elite da cana-de-açúcar, tal como ocorria sob o “coronelismo”, nos estados da região nordeste do Brasil.

Assim, pretende-se retomar um problema da década de 1990, tendo como motivo a atual política energética, que entre outras fontes, como os de origem nos combustíveis fósseis (gás e petróleo) se sustenta nos biocombustíveis (milho e bagaço de cana-de-açúcar, entre outros).

Parte-se, nesse estudo, de algumas indicações sobre o papel da universidade, em especial, do pesquisador e da pesquisa que supõe a redefinição e o aperfeiçoamento dos conceitos de objetividade e rigor científico para que não se perca, em nome da neutralidade e objetividade impossíveis, toda a riqueza possível de ser captada mediante a compreensão dialética da realidade. Essa proposta se opõe à concepção de ciência positivista, reduzida a um conjunto de conhecimentos produzidos por métodos comprovados e objetivos, como se a ciência não fosse produto da ação humana e estivesse isenta da complexidade das relações sociais. Significa assumir que a produção do conhecimento não está desvinculada da dinâmica da totalidade dessas relações. Buscamos outras referências para essa questão:

---

<sup>13</sup> A tese de Doutorado defendida na Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro (PUC-Rio), em 1992, estimulou a escrever esse texto, haja vista sua contribuição, ainda atual, aos estudos sobre o caráter das relações de trabalho no campo, de um lado, e as questões ambientais, de outro.

Quanto à relevância social das pesquisas, [...] cabe às Universidades [...] as parcerias com os movimentos sociais nacionais e regionais [...] para que a sociedade oriente os caminhos da instituição universitária [...] para que esta possa oferecer elementos reflexivos e críticos para a ação e o desenvolvimento desses movimentos (CHAUÍ, 2003, p.14).

Portanto, trabalha-se neste texto com o acúmulo proporcionado em uma investigação realizada no âmbito de uma universidade de Santa Catarina que antevia essa ordem de problemas, desde o das relações de trabalho como o retorno do trabalho escravo, à degradação ambiental – poluição dos rios, desmatamento, extinção de espécies da flora e da fauna da Mata Atlântica na região mencionada, objeto de organização de movimentos sociais na região.

O recorte geográfico da pesquisa realizada abrange a produção do açúcar de cana nas Usinas de Tijucas, no município do mesmo nome e na Usina Adelaide, ambas do Grupo Porto Belo, no município de Navegantes. Essa região catarinense é banhada por dois grandes rios, Tijucas e Itajaí-Açu, onde a Usina estava instalada. Essa indústria foi a principal responsável pela expropriação de terras e trabalho escravo, descumprindo e desrespeitando toda a legislação e os acordos trabalhistas vigentes. Além disso, a monocultura da cana contribuiu para o desmatamento das reservas florestais e dos arbustos de restinga da região, com o plantio, à época, de mais de 10.000 hectares de cana-de-açúcar em terras agricultáveis, ao longo dos rios Tijucas e Itajaí-Açu, e BR-101 e adjacências, que se iniciava em Biguaçu, nas proximidades de Florianópolis, até Barra Velha no norte, próximo à cidade de Joinville, compreendendo em torno de 120 quilômetros de área coberta pela cana.<sup>14</sup>

O Simpósio “A Universidade, a produção do conhecimento e seus reatamentos nos movimentos de preservação ambiental”, que se realizou durante o XII Congresso Internacional da Associação de Pesquisa Intercultural (ARIC), refletiu essa preocupação e possibilitou múltiplas discussões que, espera-se, reflitam a importância desse assunto no âmbito da produção científica e do papel que desempenha a universidade nesse sentido. O Simpósio teve por objetivo possibilitar, do ponto de vista da produção do conhecimento, a compreensão do problema das transformações internacionais no mundo do trabalho e os seus efeitos no ambiente. Nosso ponto de partida se situa na

---

<sup>14</sup> Foi nessas regiões que, desde os anos de 1970 ao início dos anos 1990, os pequenos produtores rurais tiveram, em virtude do modelo político-econômico vigente, suas terras expropriadas pela elite da cana-de-açúcar, tal qual o “coronelismo”, ainda vigente, nos estados da região nordeste do Brasil. Isso contribuiu para o desmatamento da área coberta por arbustos de restinga, para dar lugar à plantação de cana-de-açúcar da empresa de refino USATI - Portobello.

compreensão de que as mudanças estruturais, conseqüência da globalização, em sua complexidade, definem, também, uma “nova ordem” no ambiente necessário à vida e, portanto, a sustentabilidade do planeta.

O conhecimento produzido em diferentes espaços e tempos de pesquisas na universidade precisa contribuir para uma reflexão sobre, no mínimo, três dimensões desse problema: a importância da manutenção e ampliação do lócus universitário para a realização da pesquisa científica; a socialização do conhecimento como uma das finalidades da universidade; o estímulo à construção de valores frente à relação dos indivíduos com o meio ambiente. Como afirma Grzybowski (1984, p. 39):

Os movimentos sociais se constituem em espaços de socialização política, permitindo aos trabalhadores: em primeiro lugar, o aprendizado prático de como se unir, organizar, participar, negociar e lutar; em segundo lugar, a elaboração da identidade social, a consciência de seus interesses, direitos e reivindicações; finalmente, a apreensão crítica de seu mundo, de suas práticas, e representações sociais e culturais.

Nessa perspectiva, é pertinente a contribuição ao debate sobre questões sobre como se articulam os conhecimentos produzidos na universidade e os movimentos sociais num contexto político-econômico influenciado pela globalização. A educação ambiental pode estimular a construção de valores importantes à postura do indivíduo em sua relação com o meio ambiente? Como associar os estudos das ciências, nesse particular, quais as contribuições da Química nos estudos do ambiente?

### **A história da pesquisa e a pesquisa da história: avanços e recuos no meio ambiente e no mundo do trabalho**

Os Vales dos Rios Tijucas e Itajaí-Açu, palco da tragédia ambiental de 2008, em Santa Catarina, região situada a noroeste desse Estado, enfrentou, nos últimos quarenta anos, problemas decorrentes da política de expropriação da terra que atingiu, sobremaneira, os pequenos produtores rurais de agricultura de subsistência. Na lógica da exclusão social e sustentado no processo de transformação no mundo do trabalho, entre outras conseqüências da expropriação, surge o trabalho escravo, pois aqueles que possuíam a terra para a produção de alimentos, foram guindados nesse processo à categoria de “bóias-frias”. O espaço geográfico às margens desses grandes rios, onde eram cultivados a banana, o feijão, a mandioca, o abacaxi, o milho, o arroz, e onde existia um pequeno rebanho de gado

e suínos, se transformou, aos poucos, em um verdadeiro “oceano” verde de cana-de-açúcar para suprir a indústria açucareira do Grupo Portobello,<sup>15</sup> nas Usinas de Açúcar Adelaide e Tijucas – Santa Catarina (USATI-SC). O estudo mostrou que, do ponto de vista da história política econômica desse Estado, o clientelismo político assumiu a sua feição mais problemática no Estado nesse período, coincidindo com as oligarquias civis no poder que se alternavam. Além da dramática expropriação de terras cultiváveis, substituindo a agricultura de subsistência pela monocultura da cana-de-açúcar, a degradação ambiental do solo, do rio, o desmatamento, o fim de diferentes espécies de plantas nativas, como os arbustos de restinga da flora litorânea catarinense e de pequenos animais e insetos da fauna às margens desses rios, caracterizou e agravou, mais ainda, os efeitos perversos da instituição governamental que não poupou esforços em fazer uso do poder instituído em benefício da oligarquia, num processo capitalista excludente. A instalação desse processo, entre as décadas de 1940 até os anos 1990 e as suas transformações até hoje, na região, atendia ao modelo agroexportador, no caso do açúcar, vigente à época e, atualmente, resgatado na atual política de produção do álcool, para prover em nível mundial, neste caso, a decisão do G-8 sobre o modelo energético menos poluidor, mas que está, na esteira dessa política, gerando sérias consequências para a produção de alimentos nos países produtores, como no Brasil.

A intervenção do Estado na economia era realizada pelas políticas de cunho clientelista. A opção pela exportação do açúcar e, atualmente, a tendência pela exportação do álcool como modelo energético, à guisa de resolver os problemas da poluição ambiental, termina por produzir outras consequências e desastres ambientais e no mundo do trabalho. Recorremos a Mézaros (2009) que nos ajuda entender essa questão:

Vamos pensar no que aconteceu há pouco tempo. Quantos milagres tivemos no período do pós-guerra? O Milagre Alemão, o Milagre Brasileiro, o Milagre Japonês, o Milagre dos cinco Tigres Asiáticos? Engraçado que todos esses milagres tenham se convertido na mais terrível realidade prosaica. O denominador comum de todas essas realidades é o endividamento desastroso e a fraude. [...] A fraude e a dominação do capital e a exploração da classe trabalhadora não podem continuar para sempre. Os produtores não podem ser postos constantemente e para sempre sob controle. Marx argumenta que os capitalistas são simplesmente

---

<sup>15</sup> A Portobello S/A, que integra um grupo de empresas, foi fundada em 1944 com a constituição da Usina de Açúcar Tijucas S/A – USATI, em Santa Catarina. Ocupa-se com o ramo ceramista, mineração e com a produção de açúcar, entre outros produtos. No setor açucareiro, atua com duas Usinas de Açúcar: a Usina Adelaide, das famílias Gomes e Bornhausen, no município de Navegantes, entre Itajaí e Blumenau, e a Usina Tijucas, no município do mesmo nome.

personificações do capital. Não são agentes livres; estão executando imperativos do sistema.<sup>16</sup>

Nos anos de 1990, numa tentativa ímpar de conter os efeitos perversos da monocultura açucareira no Vale dos Rios Tijucas e Itajaí-Açu, os sindicatos rurais, anteriormente organizados contra a política do preço do fumo e dos problemas desencadeados por essa cultura, se unem aos movimentos da Comissão Pastoral da Terra, ao partido político de oposição aos governos estadual e federal, desencadeando um processo de resistência sem antecedentes na história da região. O processo de resistência que durou mais de uma década, assumiu um caráter educativo mais amplo de luta pelo direito à terra, ao salário, à saúde, à educação à identidade cultural e à preservação ambiental, sustentava-se, teoricamente, na construção de forças contra- hegemônicas, com ênfase nas vivências e práticas socioculturais calcadas num fazer e saber coletivos e compartilhados, sem excluir os aspectos da formação da consciência de classe, como base do processo de educação nos e pelos movimentos sociais na região, num contexto político-econômico influenciado pela globalização neoliberal.

### **Universidade, Movimentos Sociais e Educação Ambiental: como se articulam e a busca da teoria.**

Esse estudo se firmou na análise da estrutura fundiária de Santa Catarina, nas contradições de classes e concentração de renda, características do modelo capitalista excludente, em sua versão neoliberal e na análise das formas de resistência ao trabalho escravo e à depredação ambiental.

Analisar o caráter educativo dos movimentos sociais e sua articulação com a instituição universitária e o papel que desempenham nesse processo entidades como sindicato rural e igreja constituíram - se objetivos da referida pesquisa.

Em uma conjuntura política e econômica de dominação, de exploração e de proletarianização histórica dos trabalhadores do campo, essa região não foge à regra. A produção canavieira no Brasil, à época da colônia, enriqueceu a oligarquia em alguns estados da federação, especialmente, os estados do nordeste. No sul do país, pela característica fundiária de pequenas propriedades em virtude da imigração européia, foram poucos os

---

<sup>16</sup> MÉSZAROS, I. Entrevista concedida à Fundação Lauro Campos para Judith Orr e Patrick Ward, em janeiro de 2009. Disponível em: <http://www.socialismo.org.br/portal/informação>.

latifúndios – no entanto, a região do plantio da cana, já citada, se constituiu, contraditoriamente, em um espaço de substituição da terra para agricultura em uma grande extensão da monocultura de cana para a produção açucareira, com todas as conseqüências que isso determinava, embutidas na grande propriedade.

A história do processo de expropriação de terras no litoral norte de Santa Catarina inicia-se nos anos de 1940, mas atinge o seu ápice nas décadas de 1970 e 1980. Com a venda das terras dos pequenos proprietários que plantavam, além de produtos de agricultura de subsistência, a cana-de-açúcar para a produção artesanal de açúcar realizada nos engenhos da região. O empobrecimento e a ausência de políticas agrícolas que estimulassem os pequenos produtores rurais obrigavam-nos a vender suas terras aos proprietários da Indústria Açucareira USATI, cujas atividades se iniciaram em 1944 e seguiram a lógica da reprodução do capital. Assim, desestimulados pela difícil comercialização do seu produto, o açúcar da cana, os pequenos produtores viram-se obrigados a vender suas terras e se tornar empregados da referida indústria. Garantido o monopólio da produção e da comercialização de açúcar através do processo de extinção de engenhos, a produção foi ampliada num processo sem precedentes na história da economia em Santa Catarina.

Na década de 1970, intensificou-se, nos Vales dos Rios Tijucas e Itajaí-Açu, o processo de aquisição de terras dos pequenos produtores rurais, plantadores de cana e fornecedores para a Usina, o que contribuiu para o aumento do êxodo rural e o crescimento do processo de assalariamento, que se caracterizou pelo trabalho escravo de acordo com depoimentos e vivências dessa pesquisa.

Já se manifestava, assim, a substituição do plantio de alimentos, da cultura de subsistência para a monocultura da cana, necessária ao modelo econômico vigente no país que sustentava as elites urbanas e rurais.

Alguns fatores favoreceram a expansão do capital inicial da Usina: a política econômica de preços do açúcar; a ampliação da área de suas terras; as articulações políticas e o apoio do governo estadual, característica do modelo clientelista associado ao crédito subsidiado, à anistia e à isenção fiscal, gerando, assim, facilidades ao grande produtor rural da monocultura, os meios de produção necessários à reprodução do capital. (BOLLMANN, 1992, p.157)

Tendo como origem o fim dos engenhos, passando pela expropriação de terras e sua conseqüente concentração, a Usina, na sua histórica acumulação capitalista, contou com



relações de compadrio na sociedade política e civil que a beneficiou, relações que estabeleceram também a reprodução de simbiose entre os poderes instituídos e constituídos. Havia o comportamento de permissividade com a grande produção, gerando todo o tipo de apoio político com a participação nos governos de representantes das oligarquias locais de Tijucas e Itajaí, principalmente, e a participação nos lucros na grande empresa se fazia pela prática do nepotismo familiar.

Esse monopólio pelas elites sobre as instituições políticas se constitui num entrave ao processo de democratização no Brasil, especialmente em Santa Catarina. Como sublinha O'Donnell (1988, p. 47), “há necessidade de consolidação de normas e instituições clássicas da democracia (arena política) como condição da própria democratização substantiva a nível econômico, social e cultural que expanda plenamente a participação popular.”

A história da burguesia brasileira – onde se inclui a história dos proprietários da USATI – evidencia pleno êxito no processo de expansão do capital sobre a exploração do trabalho, para cobrir a já existente “farra financeira” do investimento para gerar mais lucro no mercado de capitais. Para materializar esse ideal, a empresa se mantém como sujeito social e político extremamente autoritário, evidenciadas nas práticas clientelistas e patrimoniais de “oligarquização” da política.

Nesse sentido, a contribuição de Cário (1989, p. 166-7), bastante atual, se associada à emblemática situação do campo, hoje, com a ampliação da monocultura da cana-de-açúcar, analisa a conjuntura naquele período, no final dos anos 1980 e nos ajuda a refletir e compreender esse problema:

O governo tem, de certa forma, feito esforço de condicionar a cultura da cana-de-açúcar e do álcool [...]. No âmbito da comercialização, o governo assume a figura de monopolista, pois além de determinar as quantidades a serem adquiridas, constitui-se única e exclusivamente em exportador dos subprodutos açúcar e álcool.

Situando-se numa sociedade em que as elites dominam a política, no campo ou na cidade, os movimentos sociais se constituem num contraponto a essa dominação hegemônica. No recorte histórico desse estudo, na região dos Vales dos Rios Tijucas e Itajaí-Açu, evidências apontaram para lutas organizadas pelos pequenos produtores de agricultura de subsistência, posteriormente transformados em assalariados rurais, pela venda da pequena propriedade (20 hectares) à grande empresa. O cultivo, na condição de

trabalhadores rurais escravizados, sob condições desumanas de trabalho, deflagrou sua organização com o apoio dos sindicatos rurais e da pastoral da terra.

Frente à expropriação de terras e às condições de trabalho e à total ausência dos meios de produção, os trabalhadores organizaram-se para lutar por melhores salários e condições dignas de trabalho. Tornaram-se sujeitos de uma luta mais ampla: a luta contra a hegemonia e a favor um modelo de sociedade mais justa e igualitária, a partir de uma concepção de democracia e de Estado coerente com a restauração da dignidade humana.

Perguntas como: qual o caráter educativo desses movimentos no sentido da formação de uma consciência de classe do trabalhador rural e, nessa perspectiva, qual o papel que jogava o partido político, o sindicato rural e a igreja? Qual o papel do conhecimento, entendido como acúmulo científico da universidade e seus rebatimentos nos movimentos sociais, foram formulações desse estudo.

Goldmann (1979) contribui nessa linha de análise para entender o papel do conhecimento e sua articulação com os movimentos sociais:

Partindo do princípio fundamental do pensamento dialético – isto é, do princípio que o conhecimento dos fatos empíricos permanece abstrato e superficial enquanto ele não foi concretizado por sua integração ao único conjunto que permite ultrapassar o fenômeno parcial e abstrato para chegar à sua essência concreta, e, implicitamente, para chegar à sua significação – não cremos que o pensamento e a obra de um autor possam ser compreendidos por si mesmos se permanecermos no plano dos escritos e mesmo no plano da leitura e das influências. O pensamento é apenas um aspecto de realidade menos abstrata: o homem vivo e inteiro. E este, por sua vez, é apenas um elemento do conjunto que é o grupo social. Uma idéia, uma obra só recebe sua verdadeira significação quando é integrada ao conjunto de uma vida e de um comportamento. Além disso, acontece freqüentemente que o comportamento que permite compreender a obra não é o do autor, mas o de grupo social (ao qual o autor pode não pertencer) e, sobretudo quando se trata de obras importantes, o comportamento de uma classe social.

### **A difícil decisão do Brasil em seu planejamento energético: os danos ambientais ou a falta de alimentos?**

A atualidade brasileira energética vem apontando inúmeras propostas desde o sol, o vento, o etanol e, principalmente, as hidroelétricas por serem a fonte mais barata, mesmo sabendo que a energia proveniente dos ventos, na forma de energia eólica – o Brasil utilizará, em 2017, apenas 1% desse tipo de energia –, na maioria proveniente dos estados do nordeste brasileiro. Ou seja, mesmo sendo a mais conveniente do ponto de vista ambiental global, países como o Brasil ainda apostam na utilização de alternativas

energéticas provenientes dos combustíveis fósseis (Pré-Sal) de um lado e, de outro, dos derivados do biocombustível, neste caso, o etanol da cana-de-açúcar.

Dados do Ministério de Minas e Energia, de 2009,<sup>17</sup> apontam para a inversão financeira e de planejamento, levando o etanol a ocupar posição relevante até o ano de 2030. A projeção de oferta interna de energia, de acordo com essa fonte de consulta mostra que, com base nos dados de 2005, as energias não renováveis, como o petróleo e derivados, eram de 39,7% que, juntamente com o gás natural (9,4%), o carvão mineral e seus derivados (6,3%) e o urânio e derivados (1,2%), perfazia um total de 55,5% de utilização desse tipo de combustível. Para 2030, esse percentual deverá baixar apenas para 53,0 % (28,0 e 9,4 %), respectivamente, ampliando a geração energética por carvão mineral para 6,9% e pelo urânio para 3,0%. Não entraremos nesse estudo na discussão e análise dos problemas decorrentes dessa matriz energética, pela decisão de definirmos nossa apresentação sobre a problemática do etanol da cana e suas consequências no mundo do trabalho e na produção de alimentos.

Em relação à utilização de energias renováveis, os percentuais em 2005 eram: hidráulica e eletricidade: 14,8%; lenha e carvão vegetal: 13,0%; **cana-de-açúcar e derivados: 13,8%** e outras fontes primárias renováveis: 2,9%. Para 2030, os percentuais planejados são: hidráulica e eletricidade: 13,5%, portanto, baixando esse tipo de fonte energética; lenha e carvão vegetal: 5,5%, também baixando, como no caso anterior; **cana-de-açúcar e derivados, no entanto, aumenta consideravelmente de 13,8% para 18,5%**, e outras fontes primárias renováveis, para 9,1%.

Ainda que haja intenção do governo de estimular o plantio de cana-de-açúcar a partir da pequena propriedade, o que talvez minimizaria o problema das relações de trabalho com o grande proprietário, ainda assim, os problemas decorrentes do uso das terras para agricultura de subsistência, portanto, produção de alimentos, estaria se agravando.

Atualmente o Brasil responde por mais de 7 milhões de hectares com plantio de cana, dos quais, 3 milhões destinam-se à produção de açúcar e 4 milhões para o álcool e 23 milhões de hectares de plantio de soja para exportação, o que coloca o Brasil entre os países que mais exportam esse tipo de grão, dilapidando o solo agricultável e fazendo jus à agroexportação. Segundo o Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), há, no

---

<sup>17</sup> De acordo com Reportagem Especial sobre Infraestrutura – Energia, realizada pela Revista Carta Capital, n. 531, em de 4 de fevereiro de 2009, p. 50.

Brasil, 177 milhões de hectares (Mha) de terras cobertas com pastagens, 440 Mha de florestas nativas e 152 Mha de terras agricultáveis, das quais somente são utilizados 62 Mha, o que permite calcular que, para expandir a agricultura sem desmatamento, restam 90 Mha.

A questão está em decidir pela melhor opção, ainda que os planos do Ministério de Minas e Energia para o modelo energético brasileiro, até 2030, seja o de aumentar o consumo do álcool e o percentual de álcool na gasolina para 20 %. Luiz Pinguelli Rosa,<sup>18</sup> físico e diretor da Coordenação dos Programas de Pós-Graduação em Engenharias da UFRJ (Coppe), questiona se o Brasil poderá suprir o mercado externo, pois precisaria produzir algo como 23 bilhões de barris de álcool por dia, ou seja, 6 vezes mais do que produz atualmente. Pra tanto, precisaria utilizar pelo menos 24 Mha dos 90 Mha destinados à produção de alimentos, parte da área agricultável do país. Diante disso, outras questões se associam a esta, segundo esse pesquisador, “é conveniente para o Brasil se tornar um grande exportador de energia renovável e de seus derivados?”

Isso nos permite indagar, também: de que estado estamos tratando? Quem decide? Buscamos em Chomsky (2007, p. 52) inspiração para essas questões:

A elite corporativa de administradores e proprietários governa a economia e também o sistema político – pelo menos em grande medida. O chamado povo exerce uma escolha ocasional entre o que Marx uma vez chamou de “as facções rivais e os aventureiros das classes dirigentes”. E aqueles que acham essa caracterização apressada demais podem preferir as formulações de um teórico democrático moderno como Joseph Schumpeter, que descreve a democracia política moderna, favoravelmente, como o sistema em que “a decisão de questões pelo eleitorado [é] secundária à eleição dos homens que irão decidir”. O partido político, diz ele com muita propriedade, é um grupo cujos membros propõem-se a agir de comum acordo na luta competitiva pelo poder político. Se não fosse assim, seria impossível que partidos diferentes adotassem exatamente ou quase exatamente o mesmo programa.

É esse mesmo grupo que, a par da mercantilização da vida em todas as suas formas, define, com o consentimento do(s) governo(s), os interesses da elite corporativa, com algumas e poucas modificações, ainda que isso se faça ao revés da vontade da maioria, ao revés dos programas de pesquisa científica e tecnológica, ao revés da vida no planeta.

No Brasil, em um passado recente, a demissão da Ministra do Meio Ambiente Marina Silva se pautou, ao que tudo indica, pelo “império do exterior”, expressão utilizada por (Chomsky, 2007, p. 53).

<sup>18</sup> Entrevista concedida à Revista Carta Capital n. 527-A, de dez. 2008/Jan.2009, pelo professor doutor Luiz Pinguelli Rosa, da COPPE/UFRJ, p.15.

Segundo matéria veiculada no Jornal “Público”, de Lisboa, Portugal, em maio de 2008, a Secretária da WWF – Brasil, organização não-governamental (ONG) que cuida da conservação de biodiversidade no país, referindo-se ao fato, afirmou que a renúncia de Marina Silva do Ministério do Meio Ambiente “fará aumentar a pressão externa para a utilização do território amazônico para o cultivo de biocombustíveis”.<sup>19</sup>

Também na linha das críticas, referindo-se ao programa de produção de etanol derivado da cana-de-açúcar, Jean Ziegler<sup>20</sup> ataca a “refeudalização” da sociedade, acusando o Brasil de contribuir para o aumento da fome no mundo ao investir nessa fonte energética. Segundo esse pesquisador:

O monstro está de volta. Quatro séculos depois de engordar as oligarquias e escravizar os miseráveis no período colonial, a cana-de-açúcar volta a ganhar a mesma aura de santidade no Brasil. E com efeitos sociais semelhantes. (Ziegler, 2007, p. 6).

Refere-se ao biocombustível como um dos principais fatores da alta nos preços dos produtos agrícolas básicos, com impacto direto no aumento da fome no mundo e ao Programa Energético Brasileiro, no caso, produção de biocombustível de etanol da cana, criticando a conversão das terras de agricultura em terras para o bioetanol.

## Conclusão

O mundo vive uma crise, o modelo hegemônico entra em fase de recessão aguda e, no Brasil, os empresários, de um modo geral, transferem seu dinheiro para o exterior pelo processo de liberalização sem internalização, vinculando-se unicamente às oscilações cambiais, se aproximam, cada vez mais os neoclássicos (neoliberais) e os “keynesianos” que acordam medidas econômicas com base em uma política fiscal austera. Nessa conjuntura, com os movimentos sociais reivindicatórios e classistas fragilizados, o Brasil começa a dar sinais de recuo no crescimento econômico, sendo o desemprego uma ameaça e o empobrecimento da nação, uma realidade. O mercado dá sinais de cansaço e o milagre esperado está cada vez mais distante. O Estado, que precisava intervir, se contradiz frente às questões socioambientais que retratam essa crise. Mercado e democracia? Mercado e

<sup>19</sup> De acordo com matéria assinada pelo repórter Nuno Amaral, no Jornal Público de Lisboa, em 15 de maio de 2008, p.22.

<sup>20</sup> Entrevista concedida por Jean Ziegler, Relator Especial da ONU sobre o Direito à Alimentação e ex-deputado socialista, ao jornalista da Folha de São Paulo, Marcelo Ninio, em Genebra, Suíça e publicada no Caderno MAIS, em 2 de dezembro de 2007, p.6.

cidadania? Se o mercado é que define e redefine nossos modos de viver, como trabalhar educação e meio ambiente? Como a pesquisa na universidade pode ajudar a construir novos caminhos alternativos no trato com o meio ambiente e com a formação educacional?

O Brasil responde pelo aumento de 3,8% de desmatamento, entre 2007 e 2008, em lugar do desmatamento “zero” na Amazônia. E, foi nessa região de grandes contradições ambientais que se realizou, em janeiro de 2009, o Fórum Social Mundial e, nele, o Fórum Mundial de Educação, reunindo movimentos sociais de todo o mundo, com a presença de ambientalistas, educadores, pesquisadores, movimentos populares, demonstração vigorosa que expressa a luta pela sustentabilidade do planeta. Nessa perspectiva, a educação adquire importância fundamental e elabora propostas relativas a Educação, Meio Ambiente e Sustentabilidade,<sup>21</sup> que aqui apresentamos resumidamente:

- Uma educação ambiental integral de qualidade social, assentada na interdisciplinaridade, que forme cidadãos críticos e criativos, sujeitos do processo histórico sem imposição do sistema dominante, onde os educadores tenham liberdade para exercer sua função ético-política e ecológica na construção de uma sociedade emancipatória.
- A ecopedagogia como base filosófica para a formação humana integral nos diferentes níveis e modalidades da educação que contribua para o entendimento de que a natureza é um recurso finito, que possibilite a edificação de práticas ecológicas de conservação e preservação dos diversos recursos naturais e das populações.
- Uma educação que compartilhe experiências e conhecimentos e desenvolva valores e dignidade do ser humano.
- Uma educação responsável e inclusiva que forme o cidadão para o trabalho humano e para a vida.
- Uma sustentabilidade como forma de desenvolvimento social, cultural, ambiental, comportamental e de valores, tendo como foco principal garantir a qualidade de vida e o futuro da humanidade.

---

<sup>21</sup> No Fórum Mundial de Educação (FME), realizado no Fórum Social Mundial (FSM), foram discutidos cinco eixos sobre o tema Educação, sendo o Eixo Educação, Meio Ambiente e Sustentabilidade, coordenado pelos professores, Dr. Alcir Brandão, da Universidade Federal Rural da Amazônia, Sérgio Corrêa, da Universidade do Estado do Pará, ambos de Belém, e esta autora. Este trabalho coletivo reuniu 500 pessoas na Plenária de Discussão. No dia 27 de janeiro de 2009, na Plenária Final, foram apresentadas as propostas sistematizadas por esta Comissão, às 10.000 pessoas presentes no Centro de Convenções Hangar, de Belém.

- Ações implementadas nas instituições de ensino, a fim de se obter um conhecimento científico de desenvolvimento e sustentabilidade social, de vez que no sistema educacional reside a base fundamental para a verdadeira revolução.
- O Estado que desejamos é um Estado democrático comprometido com as políticas públicas, com a participação e os interesses da maioria, que garantam os direitos universais e as diferenças, contrapondo-se ao paradigma de mercado.
- É importante que construamos um Estado que possibilite o empoderamento da sociedade civil, criando, ampliando e fortalecendo as experiências de participação da sociedade, para construir uma sociedade participativa, atuante, sensibilizada, integrada socialmente, mais igualitária e mais humana, uma sociedade menos consumista e fragmentada nos seus eixos de conhecimento, racionalista e econômico, um ser humano que pense a complexidade da vida dentro do escopo de movimentos de conflitos existenciais perenes, com o intuito de formar seres ontologicamente indóceis e transformadores, um ser humano solidário e participativo.
- Uma educação que forme pessoas com a finalidade de conviverem respeitosamente em sociedade e, também, com o espaço em vivem, e que possibilite ao ser humano conhecer a si próprio na relação e interação com as pessoas e com o mundo.
- Um ser humano que possa viver sem desigualdade social e racial, com oportunidades, respeito às diferenças, incluído socialmente e que possua uma educação que reconheça e valorize os saberes tradicionais dos povos da floresta e da biodiversidade amazônica, consciente ambientalmente, que contribua eticamente com suas ações.
- Uma educação libertadora, em um Estado democrático, onde o ser humano seja força motriz das relações sociais (e não o capital), mediante ações concretas a partir da difusão de uma concepção emancipadora de educação [...]

#### Referências bibliográficas

BOLLMANN, M.G.N. Do movimento social à escola sindical: a trajetória da educação de classe dos trabalhadores rurais dos Vales dos Rios Tijucas e Itajaí-Açu, Santa Catarina. 1992. Tese (Doutorado) – Departamento de Educação, Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro.

BOLLMANN, M.G.N. Participación e incidencia de la sociedad civil en las políticas educativas: el caso brasileño. In: STUBRIN, F. (Coord); ANDRADE, D.O.; FERREIRA, R. Buenos Aires: Fundación Laboratorio de Políticas Públicas, 2007.

CÁRIO, S. O Programa Nacional do Álcool e suas implicações econômicas, políticas e sociais em Santa Catarina. Florianópolis: UFSC, 1989.

CHAUÍ, M. A Universidade Pública sob Nova Perspectiva. Revista Brasileira de Educação, n. 24, p.1-15, set. / dez. 2003. Disponível em <http://scielo.br/scielo.phpcript=sci-arttex&pid=S1413-24782003000&Ing=pt&nrm=iso>

CHOMSKY, N. O governo no futuro. Rio de Janeiro: Record, 2007.

DO BEM, A. S. A centralidade dos movimentos sociais na articulação entre o Estado e a sociedade brasileira nos séculos XIX e XX. In: Educação & Sociedade, vol. 27, n. 97, p. 1137-1157, set. / dez. 2006.

GOLDMANN, L. Dialética e cultura. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1979.

GRZYBOWSKI, C. A resistência no campo. Cadernos do CEAS. Salvador: n.94, 1984.

MÉSZAROS, I. O Século XXI: socialismo ou barbárie. Campinas: Edições Boitempo, 2003.

MÉSZAROS, I. Entrevista concedida à Fundação Lauro Campos para Judith Orr e Patrick Ward em janeiro de 2009 Disponível em <http://www.socialismo.org.br/portal/informação>

NOAL, F O. Complexidade e responsabilidade – ciência, ética, ecologia e futuro na perspectiva de Hans Jonas. In: BAGGIO, A e BARCELOS, Valdo. Educação ambiental e complexidade. Santa Cruz do Sul: EDUNISC, 2008.

PINGUELLI ROSA, L Entrevista à Revista Carta Capital n. 527 – A de dez. 2008 / Jan. 2009 p.15

O'DONNELL, G. Transições, continuidades e alguns paradoxos. In: REIS, F.W. e O'DONNELL, G. (orgs.) A democracia no Brasil: dilemas e perspectivas. São Paulo: Vértice, 1988.

SADER, E. Posneoliberalismo en América Latina. Buenos Aires: Instituto Estudios y Formación CTA, 2008.

SCOCUGLIA, A C. Globalizações, política educacional e pedagogia contra-hegemônica. In: TEODORO, A. (org.). Tempos e Andamentos nas Políticas de Educação: estudos iberoamericanos. Brasília: Líber Livro Editora / CYTED, 2008.